

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE DES RÉSULTATS RECORDS POUR 2012 ET AUGMENTE SON DIVIDENDE

Le rapport annuel de la Banque, qui comprend les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour 2012, est également accessible sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Faits saillants de 2012

- Résultat net de 140,5 millions \$, en hausse de 14 %, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,1 % et résultat dilué par action de 4,98 \$
- Augmentation importante de 21 % des portefeuilles de prêts d'un exercice à l'autre
- Qualité du crédit excellente, comme en témoigne la baisse de 35 % des pertes sur prêts d'un exercice à l'autre, qui se sont établies à 33,0 millions \$
- Acquisition des sociétés MRS et de la Compagnie de Fiducie AGF et émissions d'actions ordinaires d'un montant de 182 millions \$
- Compte non tenu des éléments d'ajustement :
 - Résultat net ajusté de 140,7 millions \$, en hausse de 8 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 12,0 %
 - Résultat dilué par action ajusté de 4,98 \$, une augmentation de 0,05 \$ par rapport à 4,93 \$ il y a un an

Faits saillants du quatrième trimestre 2012

- Hausse du dividende par action ordinaire trimestriel de 0,02 \$, ou 4 %, à 0,49 \$ par action
- Résultat net de 45,7 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 14,2 % et résultat dilué par action de 1,51 \$
- Conclusion de l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF et comptabilisation d'un profit d'acquisition net de 16,4 millions \$
- Émission de 200 millions \$ de dette subordonnée et de 100 millions \$ d'actions privilégiées
- Compte non tenu des éléments d'ajustement :
 - Résultat net ajusté de 36,2 millions \$, en hausse de 8 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 10,9 %
 - Résultat dilué par action ajusté de 1,17 \$, une baisse de 0,09 \$ par rapport à 1,26 \$ il y a un an

Montréal, le 5 décembre 2012 – La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net de 140,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,98 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, par rapport à 123,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,65 \$, en 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,1 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, en comparaison de 12,2 % pour la période correspondante de 2011. Compte non tenu des éléments d'ajustement¹, le résultat net a augmenté de 8 %, pour atteindre 140,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,98 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, en comparaison de 130,4 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,93 \$, pour la période correspondante de 2011, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 12,0 %.

Compte tenu d'un profit d'acquisition avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts), le résultat net a totalisé 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2012, en comparaison de 26,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,99 \$, pour le quatrième trimestre 2011 et de 1,06 \$ pour le troisième trimestre 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 14,2 % se compare à 9,9 % pour le quatrième trimestre 2011 et à 10,1 % pour le troisième trimestre 2012. Compte non tenu des éléments d'ajustement, le résultat net a connu une hausse de 8 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 36,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour le quatrième trimestre 2012, et une augmentation de 3 % par rapport au troisième trimestre 2012. Le

¹ Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les sections sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est élevé à 10,9 % pour le quatrième trimestre 2012.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour 2012, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons réussi à améliorer nos résultats d'un exercice à l'autre et, ce faisant, nous avons connu une rentabilité record dans une conjoncture difficile pour les services bancaires de détail et un contexte de faiblesse des taux d'intérêt, en haussant notre résultat par action pour un huitième exercice d'affilée. En dépit des pressions continues exercées sur la marge nette d'intérêt pendant l'exercice, la croissance interne soutenue des volumes de prêts et de dépôts ainsi que les acquisitions des sociétés MRS¹ et de la Compagnie de Fiducie AGF (Fiducie AGF) réalisées par la Banque se sont traduites par une solide augmentation des revenus. L'excellente qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque a également contribué à notre bonne performance. Dans un contexte d'incertitude économique persistante, nous continuerons d'investir avec prudence dans diverses initiatives de nos secteurs d'activité, tout en contrôlant rigoureusement les coûts et en continuant de nous concentrer sur la croissance rentable pour optimiser le déploiement des capitaux propres.

En ce qui a trait à l'intégration des sociétés MRS et à celle de la Fiducie AGF, M. Robitaille a ajouté : « Comme des étapes importantes de la conversion des systèmes et du processus d'intégration de la clientèle des sociétés MRS ont été franchies, nous nous concentrons maintenant sur la réalisation du plein potentiel de cette transaction stratégique. Nos efforts se portent graduellement sur l'intégration des activités de la Fiducie AGF dans le but d'optimiser les avantages pour la Banque et pour nos clients. »

M. Robitaille a conclu : « Dans cette conjoncture difficile et incertaine, nous maintenons notre engagement à accroître la valeur pour nos actionnaires et nous sommes convaincus que nous pourrions poursuivre nos progrès. Je suis par conséquent heureux d'annoncer que le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$ de notre dividende par action ordinaire trimestriel, qui sera de 0,49 \$ par action. »

Conversion aux IFRS

Les Normes internationales d'information financière (IFRS) constituent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des entités canadiennes ayant une obligation d'information du public pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Banque a adopté les IFRS comme référentiel d'information financière le 1^{er} novembre 2011. La transition aux IFRS a eu lieu le 1^{er} novembre 2010 et a nécessité le retraitement des informations comparatives de 2011 de la Banque selon les PCGR du Canada (PCGR-C) antérieurs pour les présenter conformément aux IFRS. D'autres renseignements sur l'incidence de la transition se trouvent aussi dans le rapport annuel 2012 de la Banque, dans les notes des états financiers consolidés annuels et dans les informations supplémentaires présentées pour le quatrième trimestre 2012.

¹ Les sociétés MRS comprennent les sociétés renommées B2B Banque Services financiers inc., B2B Banque Services de valeurs mobilières inc. et B2B Banque Services aux intermédiaires Inc., ainsi que Compagnie de Fiducie M.R.S., qui a été fusionnée avec B2B Banque le 16 avril 2012.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

L'incidence *pro forma* de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Toute modification apportée à l'interprétation des règles de Bâle III pourrait avoir une incidence sur l'analyse de la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition des sociétés MRS et de celle de la Fiducie AGF et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de ces transactions, ces facteurs comprennent également, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque, des sociétés MRS ou de la Fiducie AGF face à la transaction; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	VARIATION	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	VARIATION
Rentabilité						
Revenu total	210 396 \$	182 422 \$	15 %	796 643 \$	738 347 \$	8 %
Résultat net	45 685 \$	26 709 \$	71 %	140 508 \$	123 717 \$	14 %
Résultat dilué par action	1,51 \$	0,99 \$	53 %	4,98 \$	4,65 \$	7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	14,2 %	9,9 %		12,1 %	12,2 %	
Marge nette d'intérêt ^[1]	1,62 %	1,76 %		1,69 %	1,82 %	
Ratio d'efficacité ^[1]	78,6 %	75,2 %		75,9 %	71,8 %	
Résultats et mesures ajustées						
Résultat net ajusté ^[1]	36 186 \$	33 375 \$	8 %	140 660 \$	130 383 \$	8 %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,17 \$	1,26 \$	(7) %	4,98 \$	4,93 \$	1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	10,9 %	12,7 %		12,0 %	12,9 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	74,4 %	70,2 %		73,1 %	70,6 %	
Par action ordinaire						
Cours de l'action						
Haut	47,80 \$	46,41 \$		48,68 \$	55,87 \$	
Bas	43,77 \$	38,62 \$		40,66 \$	38,62 \$	
Clôture	44,45 \$	45,98 \$	(3) %	44,45 \$	45,98 \$	(3) %
Ratio cours / résultat				8,9 x	9,9 x	
Valeur comptable ^[1]				42,81 \$	39,59 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable				104 %	116 %	
Dividendes déclarés	0,47 \$	0,42 \$	12 %	1,84 \$	1,62 \$	14 %
Rendement de l'action ^[1]	4,23 %	3,65 %		4,14 %	3,52 %	
Ratio du dividende versé ^[1]	31,2 %	42,6 %		37,0 %	34,8 %	
Situation financière						
Actif au bilan				34 936 826 \$	28 963 210 \$	21 %
Prêts et acceptations				26 780 879 \$	22 087 544 \$	21 %
Dépôts				24 041 443 \$	20 016 281 \$	20 %
Ratio de fonds propres selon Bâle II ^[2]						
de catégorie 1				10,9 %	11,0 %	
Autres renseignements						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				4 201	3 669	
Nombre de succursales				157	158	
Nombre de guichets automatiques				426	427	

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Le ratio pour 2011 est présenté selon les PCGR-C antérieurs comme déposé auprès du BSIF.

Revue financière

Les rubriques qui suivent présentent une analyse sommaire de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2012, ainsi que de sa performance pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Cette analyse doit être lue conjointement avec l'information financière non audité pour le quatrième trimestre 2012 présentée ci-après.

Les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour l'exercice 2012 sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca. Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Les chiffres comparatifs au 31 octobre 2011 et au 1^{er} novembre 2010 ainsi que pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 ont été retraités pour qu'ils soient conformes aux IFRS. Pour des informations sur les ajustements importants apportés aux états financiers consolidés, se reporter à la note 30, « Adoption des IFRS », des états financiers consolidés audités.

Performance financière 2012

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice 2012, ainsi que la performance de la Banque pour ce même exercice. La croissance des revenus a été déterminée d'après les chiffres comparatifs retraités de 2011 selon les IFRS. Ces objectifs financiers étaient fondés sur les hypothèses présentées à la page 29 du rapport annuel 2011 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tenaient pas compte des éléments d'ajustement liés à l'acquisition des sociétés MRS. La performance réelle pour 2012 comprend les résultats des activités de la Fiducie AGF depuis son acquisition, soit le 1^{er} août 2012. Elle exclut toutefois les éléments d'ajustement liés aux acquisitions de la Fiducie AGF et des sociétés MRS, qui sont présentés en détail à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

OBJECTIFS FINANCIERS 2012 ^[1]

(Compte non tenu des éléments d'ajustement)

	OBJECTIFS DE 2012	RÉSULTATS DE 2012
Croissance des revenus	> 5 %	8 %
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	73 % à 70 %	73,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	11,0 % à 13,5 %	12,0 %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	4,80 \$ à 5,40 \$	4,98 \$

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La Banque a atteint ses objectifs de 2012 en matière de croissance des revenus, de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et de résultat dilué par action ajusté et a affiché, pour un sixième exercice d'affilée, une rentabilité record.

Ce rendement global satisfaisant s'explique, en partie, par l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à la solide croissance interne et à l'accroissement lié aux acquisitions des volumes de prêts et de dépôts d'un exercice à l'autre. L'augmentation des autres revenus tirés des comptes d'investissement des sociétés MRS ainsi que l'excellente qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque au cours de l'exercice ont également considérablement contribué à l'atteinte des objectifs.

Analyse des résultats consolidés

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu net d'intérêt	142 411 \$	129 664 \$	126 391 \$	531 028 \$	504 485 \$
Autres revenus	67 985	64 169	56 031	265 615	233 862
Revenu total	210 396	193 833	182 422	796 643	738 347
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	23 795	-	-	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	7 500	12 999	33 000	51 080
Frais autres que d'intérêt	165 377	148 955	137 152	604 463	530 111
Résultat avant impôts sur le résultat	60 814	37 378	32 271	182 975	157 156
Impôts sur le résultat	15 129	7 380	5 562	42 467	33 439
Résultat net	45 685 \$	29 998 \$	26 709 \$	140 508 \$	123 717 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 273	3 164	3 111	12 768	12 436
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	42 412 \$	26 834 \$	23 598 \$	127 740 \$	111 281 \$
Résultat par action					
de base	1,51 \$	1,06 \$	0,99 \$	4,98 \$	4,65 \$
dilué	1,51 \$	1,06 \$	0,99 \$	4,98 \$	4,65 \$

La contribution des sociétés MRS et de la Fiducie AGF a alimenté la croissance du résultat de la Banque en 2012. Le résultat généré par les entreprises acquises, combiné à la croissance interne, mais compte non tenu des éléments d'ajustement, a plus que compensé la compression des marges attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt au cours de l'exercice. Parallèlement, le résultat de la Banque est demeuré séquentiellement élevé au quatrième trimestre 2012, au cours duquel la contribution des entreprises acquises a plus que contrebalancé le faible volume saisonnier de pénalités sur les remboursements anticipés de prêts et la hausse des frais non récurrents, notamment les frais de publicité liés à la conversion de B2B Banque, les ajustements de fin d'exercice normaux à la rémunération variable et les ajustements à la TPS/TVH et aux taxes sur le capital.

Incidence de l'acquisition de la Fiducie AGF

Le 1^{er} août 2012, B2B Banque a acquis la totalité de la Fiducie AGF dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions, pour une contrepartie au comptant équivalant à la valeur comptable nette de la société à la date de clôture, qui était d'environ 246,3 millions \$. L'entente prévoit également le versement d'une contrepartie éventuelle d'au plus 20,0 millions \$ sur cinq ans si la qualité du crédit respecte certains critères.

Selon les IFRS, la répartition préliminaire du prix d'achat (la différence entre le prix d'achat et la juste valeur des actifs et des passifs de la Fiducie AGF) a donné lieu à un profit d'acquisition avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts), la juste valeur estimée de l'actif net acquis étant supérieure au prix d'achat. Le profit correspond principalement à l'incidence favorable de la prime nette requise pour refléter les taux du marché en vigueur sur les instruments financiers acquis, qui a été en partie contrebalancée par la juste valeur de la contrepartie éventuelle, évaluée initialement à 5,9 millions \$. La répartition du prix d'achat repose sur les meilleures estimations de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et de la contrepartie éventuelle à la date d'acquisition qui ont été faites par la direction.

La partie du profit découlant de la réévaluation des instruments financiers acquis comptabilisée comme étant une partie du profit d'acquisition au quatrième trimestre 2012 sera amortie en résultat net sur la durée résiduelle estimée des instruments financiers acquis. Le tableau ci-après présente l'incidence prévue qui en découle sur les résultats futurs comme présentés de la Banque, qui sera toutefois exclue des résultats ajustés.

SOMMAIRE DU PROFIT D'ACQUISITION ET INCIDENCE PRÉVUE DE L'AMORTISSEMENT DE LA PRIME NETTE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ACQUIS

Pour les exercices clos les 31 octobre En milliers de dollars canadiens (non audité)	PROFIT D'ACQUISITION		INCIDENCE PRÉVUE DE L'AMORTISSEMENT DE LA PRIME NETTE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ACQUIS					TOTAL
	2012	2012 ^[1]	2013	2014	2015	2016 à 2022		
Prime nette sur les instruments financiers acquis	30 236 \$	(541) \$	(4 533) \$	(5 848) \$	(6 025) \$	(13 289) \$	(30 236) \$	
Contrepartie éventuelle	(5 900)	-	-	-	-	-	-	
Augmentation (diminution) du résultat avant impôts sur le résultat	24 336	(541)	(4 533)	(5 848)	(6 025)	(13 289)	(30 236)	
Impôts sur le résultat (recouvrement)	7 954	(141)	(1 192)	(1 539)	(1 585)	(3 497)	(7 954)	
Augmentation (diminution) du résultat net	16 382 \$	(400) \$	(3 341) \$	(4 309) \$	(4 440) \$	(9 792) \$	(22 282) \$	

[1] Amortissement réel comptabilisé en 2012.

Le calendrier de renversement ci-dessus pourrait être revu pour tenir compte des modifications à la durée résiduelle prévue des instruments financiers acquis, compte tenu des remboursements anticipés réels ou des autres variations des flux de trésorerie prévus. De plus, les modifications futures de la juste valeur estimée de la contrepartie éventuelle pourraient se répercuter sur le résultat.

Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et a ajusté les résultats selon les PCGR pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base ajustée et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT, APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	SECTEUR D'ACTIVITÉ	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
		31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011 ^[2]	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Incidence sur le résultat net						
Résultat net comme présenté		45 685 \$	29 998 \$	26 709 \$	140 508 \$	123 717 \$
Éléments d'ajustement,						
après impôts sur le résultat ^[1]						
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis						
Profit d'acquisition	B2B Banque	(16 382)	-	-	(16 382)	-
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	B2B Banque	400	-	-	400	-
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres ^[3]						
Frais liés à la transaction et à l'intégration des sociétés MRS	B2B Banque	4 739	4 801	1 201	13 936	1 201
Frais liés à la transaction et à l'intégration de Fiducie AGF	B2B Banque	1 744	454	-	2 198	-
Indemnité au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement	Autre	-	-	5 465	-	5 465
		(9 499)	5 255	6 666	152	6 666
Résultat net ajusté ^[1]		36 186 \$	35 253 \$	33 375 \$	140 660 \$	130 383 \$
Incidence sur le résultat dilué par action ordinaire						
Résultat dilué par action comme présenté		1,51 \$	1,06 \$	0,99 \$	4,98 \$	4,65 \$
Éléments d'ajustement ^[1]		(0,34)	0,21	0,28	-	0,28
Résultat dilué par action ajusté		1,17 \$	1,27 \$	1,26 \$	4,98 \$	4,93 \$

[1] Voir la rubrique sur les mesures non conformes aux PCGR.

[2] L'incidence des frais liés aux transactions et d'intégration par action diffère en raison de l'arrondissement.

[3] Également appelés frais liés aux transactions et d'intégration.

Exercice clos le 31 octobre 2012 en comparaison de l'exercice clos le 31 octobre 2011

Le résultat net a atteint 140,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,98 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, par rapport à 123,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,65 \$, en 2011. Le résultat net ajusté a connu une hausse de 8 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 140,7 millions \$, en comparaison de 130,4 millions \$ en 2011, tandis que le résultat net dilué par action ajusté a augmenté de 0,05 \$, pour s'établir à 4,98 \$, comparativement à un résultat dilué par action de 4,93 \$ en 2011.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 58,3 millions \$, ou 8 %, pour atteindre 796,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, comparativement à 738,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total s'est élevée à 40,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, et celle de la

Fiducie AGF, à 20,0 millions \$, ces acquisitions stratégiques ayant accéléré la croissance des revenus de la Banque en 2012.

Le revenu net d'intérêt a augmenté, pour atteindre 531,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, comparativement à 504,5 millions \$ en 2011. Cette augmentation est surtout attribuable à l'accroissement soutenu des volumes de prêts et de dépôts de la Banque d'un exercice à l'autre, respectivement de 1,2 milliard \$ et 0,5 milliard \$, découlant de la croissance interne, ainsi qu'aux prêts de 3,5 milliards \$ et aux dépôts de 3,5 milliards \$ obtenus dans le cadre de l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution de 13 points de base de la marge nette d'intérêt d'un exercice à l'autre, qui est passée de 1,82 % en 2011 à 1,69 % en 2012. La compression de la marge nette d'intérêt est imputable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt au cours de l'exercice et à l'aplatissement de la courbe de rendement qui s'est répercuté sur les profits tirés des dépôts à faibles coûts et du financement par capital ainsi que sur les niveaux toujours élevés de liquidités.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, les autres revenus se sont élevés à 265,6 millions \$, en comparaison de 233,9 millions \$ en 2011, une augmentation de 31,8 millions \$, ou 14 %, d'un exercice à l'autre. Cette augmentation tient compte d'une contribution de 26,2 millions \$ aux autres revenus attribuable à l'acquisition des sociétés MRS, des revenus liés en grande partie aux frais des comptes d'investissement. Elle s'explique également par la hausse des revenus tirés des activités de courtage et des frais et commissions sur les prêts et les dépôts, ainsi que par celle des revenus tirés des services de cartes d'un exercice à l'autre. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la diminution de la contribution des activités d'assurance crédit découlant du nombre plus important de réclamations au cours du premier semestre de l'exercice et des revenus moins élevés de marchés financiers.

Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis

Un profit d'acquisition et l'amortissement qui a suivi de la prime nette sur les instruments financiers acquis ont totalisé 23,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Ceci comprend un profit avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts) lié au prix d'achat de la Fiducie AGF, contrebalancé légèrement par l'amortissement de 0,5 million \$ de la prime nette sur ces instruments financiers acquis. Voir la rubrique « Incidence de l'acquisition de la Fiducie AGF » ci-dessus pour plus de précisions sur ces éléments.

Provisions pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts s'est élevée à 33,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, en comparaison de 51,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, une baisse considérable de 18,1 millions \$, ou 35 %, d'un exercice à l'autre, malgré la solide augmentation du portefeuille de prêts de la Banque et des pertes sur prêts de 3,1 millions \$ associées aux portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF. Ce niveau très bas de pertes reflète la qualité toujours excellente des portefeuilles de prêts de la Banque et les améliorations marquées dans les portefeuilles commerciaux d'un exercice à l'autre. En 2012, les pertes ont représenté 0,14 % des prêts et des acceptations moyens, en baisse comparativement à 0,24 % en 2011. Bien que la Banque ait été avantagée par les conditions de crédit favorables en 2012, elle continue de faire preuve de prudence dans la conjoncture économique incertaine actuelle et surveille de près son portefeuille de prêts, en portant une attention particulière au portefeuille acquis récemment de la Fiducie AGF.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 604,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, comparativement à 530,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 22,0 millions \$ en 2012 et de 9,0 millions \$ en 2011 et des dépenses d'exploitation courantes de 30,1 millions \$ des sociétés MRS et de celles de 8,3 millions \$ de la Fiducie AGF, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 23,0 millions \$, ou 4 %, d'un exercice à l'autre.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 38,0 millions \$ en comparaison de l'exercice clos le 31 octobre 2011, pour atteindre 320,6 millions \$. L'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS et, dans une moindre mesure, de celle de la Fiducie AGF au quatrième trimestre 2012, représentait 20,4 millions \$, ou 54 %, de cette augmentation. La hausse régulière des salaires, de la rémunération variable et des indemnités de départ, ainsi que celle des coûts des régimes de retraite et des charges liées à certains régimes d'assurance collective ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 11,7 millions \$, pour atteindre 152,9 millions \$, comparativement à 141,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ce qui s'explique principalement par les coûts de location et des TI plus élevés liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF et par la superficie en pieds carrés plus importante des locaux loués. L'accroissement des coûts de TI découlant de la croissance continue des activités et celui de la charge d'amortissement associée aux projets de développement de TI achevés sont également des facteurs qui ont contribué à cette augmentation.

Les autres frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11,7 millions \$, pour s'établir à 108,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, en comparaison de 97,3 millions \$ pour la période correspondante de 2011. Compte non tenu de l'incidence des acquisitions en 2012, les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,5 million \$ en comparaison de ceux de l'exercice précédent.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 se sont élevés à 22,0 millions \$, dont 19,0 millions \$ étaient liés aux sociétés MRS et 3,0 millions \$ à la Fiducie AGF, comparativement à 9,0 millions \$ il y a un an. En 2012, les frais liés aux transactions et d'intégration se rapportaient principalement à la conversion des systèmes de TI, aux frais juridiques et aux frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS, ainsi qu'aux indemnités de départ et aux autres coûts de transaction associés à l'acquisition de la Fiducie AGF. B2B Banque a également investi un montant additionnel de 6,1 millions \$ pour développer l'infrastructure de TI et mettre à niveau le système de gestion des comptes des courtiers qui a été acquis. Il y a un an, les frais liés aux transactions et d'intégration comprenaient essentiellement une indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, le ratio d'efficacité ajusté a été de 73,1 %, en comparaison de 70,6 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. La croissance de 8 % des revenus de la Banque d'un exercice à l'autre a été ralentie par le contexte global de faiblesse des taux d'intérêt et la compression des marges et n'a pas pu compenser pleinement les dépenses plus élevées découlant des activités acquises engagées au cours de l'exercice. La Banque continue toutefois de se concentrer sur la réalisation des synergies opérationnelles pour tirer pleinement parti des avantages découlant de l'intégration des sociétés MRS et de celle de la Fiducie AGF afin d'accroître la productivité globale et les revenus au cours des cinq prochains trimestres.

Impôts sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, les impôts sur le résultat se sont élevés à 42,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,2 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance crédit à l'étranger. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, les impôts sur le résultat se sont élevés à 33,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 %.

Trimestre clos le 31 octobre 2012 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2011

Le résultat net a atteint 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2012, comparativement à 26,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,99 \$, pour le quatrième trimestre 2011. Au quatrième trimestre clos le 31 octobre 2012, le résultat net ajusté a connu une hausse de 8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 36,2 millions \$, en comparaison de 33,4 millions \$ en 2011, tandis que le résultat net dilué par action ajusté a diminué de 7 %, pour s'établir à 1,17 \$, contre un résultat dilué par action de 1,26 \$ en 2011.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 28,0 millions \$, soit 15 %, pour s'établir à 210,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012, comparativement à 182,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011. La contribution de la Fiducie AGF au revenu total s'est élevée à 20,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, et celle des sociétés MRS, à 10,3 millions \$, les revenus comparables de la Banque étant demeurés essentiellement inchangés d'un exercice à l'autre.

Le revenu net d'intérêt de 142,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012 a été supérieur de 13 % à celui de 126,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011, la forte croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre, tant interne

que découlant des acquisitions, ayant plus que compensé la diminution des marges. Comparativement au quatrième trimestre 2011, les marges ont diminué de 14 points de base, pour s'établir à 1,62 % au quatrième trimestre 2012. Au cours du trimestre, la marge nette d'intérêt a continué d'être touchée négativement par le contexte de très bas taux d'intérêt et par les niveaux relativement élevés de liquidités attribuables à l'acquisition de la Fiducie AGF et à l'émission récente, par la Banque, de dette subordonnée et d'actions privilégiées. Dans un tel contexte, l'ajout de prêts à rendement plus élevé des portefeuilles de la Fiducie AGF d'un montant de 3,3 milliards \$ a été bénéfique.

Les autres revenus ont totalisé 68,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, comparativement à 56,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, soit une augmentation de 12,0 millions \$, ou 21 %, d'un exercice à l'autre. Cette augmentation comprend une contribution des sociétés MRS de 6,7 millions \$ aux autres revenus, attribuable en grande partie aux frais des comptes d'investissement. La hausse des revenus tirés des activités de courtage, des frais et commissions sur les prêts et les dépôts et des revenus tirés des services de cartes, qui a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre, a été en partie contrebalancée par la baisse des revenus de marchés financiers ainsi que par celle du revenu net d'assurance crédit découlant du nombre plus élevé de réclamations.

Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis

Le profit d'acquisition et l'amortissement qui a suivi de la prime nette sur les instruments financiers acquis ont totalisé 23,8 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012, comme il est mentionné ci-dessus.

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts a diminué de 5,0 millions \$, ou 38 %, pour s'établir à 8,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, y compris une provision de 3,1 millions \$ liée au portefeuille acquis de la Fiducie AGF, en comparaison de 13,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Cette amélioration considérable reflète les excellentes conditions du crédit sur le marché canadien et la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque, ainsi que l'approche prudente que la Banque continue d'adopter en matière d'établissement des provisions pour prêts. De plus, au cours du quatrième trimestre 2012, des règlements favorables dans les portefeuilles de prêts du secteur Immobilier et Commercial et l'amélioration globale de ces derniers ont donné lieu à un crédit d'un montant net de 2,0 millions \$ dans les pertes sur prêts.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 165,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012, comparativement à 137,2 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Les frais autres que d'intérêt du quatrième trimestre 2012 comprennent les frais liés aux transactions et d'intégration de 8,8 millions \$ et les dépenses d'exploitation des sociétés MRS de 8,8 millions \$ et celles de la Fiducie AGF de 8,3 millions \$, tandis que les frais autres que d'intérêt du quatrième trimestre 2011 englobaient des frais liés aux transactions et d'intégration de 9,0 millions \$.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 16,7 millions \$, ou 24 %, pour atteindre 87,1 millions \$ comparativement à ceux du quatrième trimestre 2011, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de celle de la Fiducie AGF. Les salaires pour le quatrième trimestre 2012 comprennent également une charge de restructuration des services du siège social de la Banque de 2,5 millions \$. La hausse régulière des salaires, des provisions pour la rémunération liée à la performance et des coûts des régimes de retraite a aussi contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 3,7 millions \$ par rapport à ceux du quatrième trimestre 2011, pour atteindre 39,1 millions \$, du fait surtout des coûts de location et de TI engagés pour les sociétés MRS et la Fiducie AGF, ainsi que de la superficie en pieds carrés additionnelle des locaux loués et de la charge d'amortissement associée aux projets de développement de TI achevés.

Les autres frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8,0 millions \$, pour s'établir à 30,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 22,3 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Les autres frais autres que d'intérêt des sociétés MRS et de la Fiducie AGF se sont élevés à 5,5 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Le reste de l'augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires pour services professionnels liés à diverses initiatives, y compris les coûts de mise en

œuvre de l'approche fondée sur les notations internes selon Bâle II, ainsi que d'autres projets de conformité à la réglementation. Les frais de publicité plus importants que ceux de l'exercice précédent, qui étaient liés aux points de récompense et à la conversion de B2B Trust en B2B Banque, ainsi que la TPS/TVH et les taxes sur le capital plus élevés ont aussi contribué à l'ensemble de l'augmentation. Dans un contexte de ralentissement de la croissance des revenus, la Banque continue de contrôler rigoureusement les dépenses.

Les frais liés aux transactions et d'intégration du quatrième trimestre 2012 ont totalisé 8,8 millions \$ et concernaient essentiellement la conversion des systèmes de TI et les frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. Ils comprenaient aussi les indemnités de départ et d'autres coûts de transaction de 2,4 millions \$ associés à l'acquisition de la Fiducie AGF. Le processus d'intégration des sociétés MRS progresse comme prévu, et des étapes jalons importantes de la conversion des systèmes ont été franchies pendant le trimestre. Il y a un an, les frais liés aux transactions et d'intégration comprenaient essentiellement l'indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 74,4 % pour le quatrième trimestre 2012, contre 70,2 % pour le quatrième trimestre 2011. Certaines des dépenses engagées au cours du trimestre n'étaient pas récurrentes, mais la Banque maintient néanmoins son engagement à contrôler les coûts et à tirer parti des deux acquisitions récentes pour accroître la productivité dans son ensemble et accélérer la croissance des revenus attribuable aux autres revenus et aux produits à marge plus élevée.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2012, les impôts sur le résultat se sont élevés à 15,1 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,9 % (et à 21,1 % sur une base ajustée). Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2011, les impôts sur le résultat ont été de 5,6 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 17,2 % (et à 19,1 % sur une base ajustée). L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux d'imposition pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2012 découle de la baisse relative des revenus tirés des activités d'assurance et des dividendes non imposables, compte tenu du profit d'acquisition de la Fiducie AGF, contrebalancée en partie par la réduction de 1,5 % du taux d'imposition fédéral en vigueur pour l'exercice.

Trimestre clos le 31 octobre 2012 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2012

Le résultat net a atteint 45,7 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour le quatrième trimestre 2012, par rapport à 30,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,06 \$, pour le troisième trimestre 2012. Le résultat net ajusté a été de 36,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,17 \$, en comparaison d'un résultat net ajusté de 35,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 210,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 193,8 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a connu une hausse séquentielle de 12,7 millions \$, ou 10 %, pour s'élever à 142,4 millions \$, la croissance des prêts et des dépôts résultant de l'acquisition de la Fiducie AGF ayant plus que contrebalancé la diminution séquentielle de 4 points de base des marges. Le resserrement des marges, le décroissement du volume saisonnier de pénalités sur les remboursements anticipés et un niveau relativement élevé de titres liquides à rendement moins élevé expliquent la chute séquentielle de la marge nette d'intérêt, qui a plus que contrebalancé la hausse liée aux prêts à marge plus élevée de la Fiducie AGF.

Les autres revenus ont augmenté séquentiellement de 3,8 millions \$, en grande partie à cause de l'augmentation des revenus tirés des opérations de trésorerie et des marchés financiers et des revenus tirés des activités de courtage, lesquels ont été touchés favorablement par l'activité accrue sur le marché au cours du quatrième trimestre.

Le profit d'acquisition et l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ont totalisé 23,8 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en raison principalement de la répartition préliminaire du prix d'achat de la Fiducie AGF.

La provision pour pertes sur prêts, bien qu'elle soit demeurée à un niveau très bas, a légèrement augmenté, pour s'établir à 8,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en comparaison de 7,5 millions \$ au troisième trimestre 2012. Au cours du

quatrième trimestre, les provisions de 3,1 millions \$ dans les portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF ont été en partie compensées par des recouvrements et des ajustements favorables aux provisions cumulatives dans les portefeuilles de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 165,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en comparaison de 149,0 millions \$ au troisième trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 8,8 millions \$ au quatrième trimestre et de 7,2 millions \$ au troisième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt ont augmenté séquentiellement de 14,7 millions \$, en grande partie à cause des dépenses d'exploitation de la Fiducie AGF et à l'augmentation de la rémunération variable et des points de récompense, aux frais de publicité liés à B2B Banque ainsi qu'à la hausse de la TPS/TVH et des taxes sur le capital.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 OCTOBRE 2011
ACTIF		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	571 043 \$	367 059 \$
Valeurs mobilières	6 142 961	5 175 866
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	631 202	720 317
Prêts et acceptations, montant net	26 663 337	21 944 394
Autres actifs	928 283	755 574
	34 936 826 \$	28 963 210 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts	24 041 443 \$	20 016 281 \$
Autres passifs	2 873 563	2 725 215
Dette liée aux activités de titrisation	6 037 097	4 760 847
Dette subordonnée	443 594	242 551
Capitaux propres	1 541 129	1 218 316
	34 936 826 \$	28 963 210 \$

L'actif total était de 34,9 milliards \$ au 31 octobre 2012, en hausse de 6,0 milliards \$ par rapport au 31 octobre 2011, ce qui reflète la croissance continue des activités et l'incidence des acquisitions conclues au cours de l'exercice. Les liquidités ont augmenté de 1,1 milliard \$ en regard du 31 octobre 2011 et totalisaient 7,3 milliards \$ au 31 octobre 2012, la Banque ayant continué de gérer de façon prudente le niveau de ses liquidités. En outre, la Banque a renforcé ses fonds propres à la fin de l'exercice en prévision de la mise en œuvre de Bâle III.

Les prêts et acceptations bancaires, montant net, s'élevaient à 26,7 milliards \$ au 31 octobre 2012, soit une augmentation de 4,7 milliards \$, ou 21 %, par rapport au 31 octobre 2011. En dépit de l'intensité de la concurrence et du resserrement récent des règles régissant les prêts hypothécaires au Canada, la Banque a généré une croissance interne de 1,2 milliard \$ en 2012, tandis que l'acquisition des sociétés MRS et celle de la Fiducie AGF ont ajouté respectivement 0,3 milliard \$ et 3,2 milliards \$ au portefeuille de prêts. Les prêts personnels ont augmenté de 2,0 milliards \$, ou 35 %, depuis le 31 octobre 2011, alors que les prêts à l'investissement et les marges de crédit hypothécaire de 2,2 milliards \$ acquis dans le cadre de l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF ont été légèrement contrebalancés par la rationalisation des activités de financement aux points de vente. Les prêts hypothécaires résidentiels ont aussi augmenté de 2,3 milliards \$ au cours de la même période, y compris un montant de 1,2 milliard \$ lié à l'acquisition de la Fiducie AGF et de 1,0 milliard \$ découlant de la croissance interne, signe de la solidité de la Banque sur le marché du détail. De plus, les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 282,0 millions \$, ou 14 %, par rapport au 31 octobre 2011, tandis que les prêts hypothécaires commerciaux ont progressé de 79,8 millions \$, ou 3 %, au cours de la même période, bien que des prêts de 85,2 millions \$ aient été vendus en 2012.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de 3,8 milliards \$, ou 24 %, par rapport au 31 octobre 2011, et s'élevaient à 19,4 milliards \$ au 31 octobre 2012, y compris un montant de 0,7 milliard \$ attribuable à l'acquisition des sociétés MRS, un montant de 2,8 milliards \$ découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF et un montant de 0,3 milliard \$ provenant de la croissance interne. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts, incluant les dépôts institutionnels, ont augmenté de

265,7 millions \$ depuis le 31 octobre 2011, pour s'établir à 4,7 milliards \$ au 31 octobre 2012. Au cours du quatrième trimestre 2012, la Banque a également émis des billets à moyen terme (dette subordonnée) de série 2012-1, venant à échéance le 19 octobre 2022, d'un montant de 200,0 millions \$.

Afin de gérer prudemment le capital en 2012 compte tenu de la croissance du bilan et de la préparation nécessaire pour respecter le resserrement des exigences en matière de fonds propres réglementaires, la Banque a émis, au début de février, 1 325 100 actions ordinaires, pour un produit net de 60,9 millions \$. Le 1^{er} août 2012, un placement privé de 2 867 383 actions ordinaires a été conclu et a généré un produit net de 115,0 millions \$ pour soutenir le bilan de la Banque compte tenu de l'acquisition de la Fiducie AGF. Au cours du quatrième trimestre 2012, la Banque a également réalisé l'émission de 4 000 000 d'actions privilégiées de série 11, pour un produit net de 97,7 millions \$. Ces transactions combinées ont procuré à la Banque la souplesse additionnelle nécessaire à la poursuite de ses initiatives de croissance et au maintien de ratios de fonds propres bien supérieurs aux ratios requis par la nouvelle réglementation.

Évaluation de la performance en 2013

Le tableau qui suit présente les objectifs de la Banque pour 2013.

OBJECTIFS FINANCIERS 2013 ^[1]

(Compte non tenu des éléments d'ajustement)

	RÉSULTATS DE 2012	OBJECTIFS DE 2013 ^[2]
Croissance des revenus	8 %	> 5 %
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	73,1 %	72,5 % à 69,5 %
Résultat net ajusté (en millions de dollars canadiens) ^[1]	140,7 \$	145,0 \$ à 165,0 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	12,0 %	10,5% à 12,5%
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	s.o.	> 7,0%

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les objectifs pour 2013 doivent être lus avec les paragraphes suivants sur les hypothèses clés.

Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque

Les hypothèses suivantes représentent les éléments les plus importants qui ont été pris en considération dans l'élaboration des priorités stratégiques et des objectifs financiers de la Banque. Les objectifs de la Banque ne constituent pas une ligne directrice et sont fondés sur certaines hypothèses clés relatives à la planification. D'autres facteurs, comme ceux qui figurent aux rubriques « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » et « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport de gestion annuel pourraient également faire en sorte que les résultats futurs diffèrent sensiblement de ces objectifs.

La Banque continue de subir l'incidence de l'instabilité économique et financière persistante qui, au Canada, maintient les taux d'intérêt à des creux historiques. Par conséquent, la direction croit que les facteurs suivants seront sous-jacents à ses perspectives financières pour 2013 :

- Maintien d'une bonne croissance interne, en particulier dans nos activités commerciales
- Légère réduction des portefeuilles acquis
- Stabilisation des marges comprimées en cours de 2013
- Maintien des stratégies visant la croissance et la diversification des autres revenus
- Augmentation des provisions pour pertes sur prêts comparativement aux faibles niveaux de 2012, notamment en raison de l'acquisition des portefeuilles de la Fiducie AGF
- Ralentissement continu du marché de l'habitation, mais aucune correction majeure
- Contrôle rigoureux des dépenses
- Augmentation continue des coûts liés à la réglementation afin de se conformer au resserrement des exigences en matière de réglementation
- Parachèvement de l'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF à la fin de 2013, et réalisation de synergies additionnelles en 2014
- Incidence dilutive des émissions d'actions ordinaires réalisées en 2012 sur un exercice complet

Ces objectifs ne tiennent pas compte des coûts d'intégration prévus liés aux acquisitions des sociétés MRS et de la Fiducie AGF et de l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, comme il est mentionné précédemment.

En outre, en raison du resserrement des exigences en matière de fonds propres réglementaires qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2013, la direction continuera de se concentrer sur son approche prudente en matière de gestion du capital et de tirer parti de ses initiatives d'optimisation du capital de façon à maintenir un ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires selon Bâle III supérieur à 7 %.

Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires de catégorie 1 de la Banque, calculés selon la méthode standard, s'établissaient à 1 460,3 millions \$ au 31 octobre 2012, comparativement à 1 217,2 millions \$ au 31 octobre 2011, mesurés selon les PCGR-C antérieurs. Étant donné que la Banque a choisi d'appliquer progressivement les ajustements selon les IFRS, le ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres ont atteint respectivement 10,9 % et 14,7 % au 31 octobre 2012, par rapport à respectivement 11,0 % et 13,7 % au 31 octobre 2011 selon les PCGR-C antérieurs. Ces ratios demeurent largement au-delà des exigences minimales actuelles.

Les ratios de fonds propres au 31 octobre 2012 reflètent l'incidence des diverses mesures adoptées au cours de l'exercice, comme la transition aux IFRS, les acquisitions des sociétés MRS et de la Fiducie AGF, les émissions d'actions ordinaires ainsi que l'émission d'actions privilégiées et de dette subordonnée en octobre.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 OCTOBRE ^[1] 2011
Fonds propres de catégorie 1 (A)	1 460 253 \$	1 217 225 \$
Ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 (A/C)	10,9 %	11,0 %
Total des fonds propres réglementaires - BRI (B)	1 974 060 \$	1 516 840 \$
Ratio BRI total des fonds propres (B/C)	14,7 %	13,7 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	13 436 433 \$	11 071 971 \$
Ratio actif / fonds propres	16,3 x	16,2 x

[1] Les montants sont présentés selon les PCGR-C antérieurs comme déposés auprès du BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS sur les fonds propres réglementaires

La Banque a adopté les IFRS le 1^{er} novembre 2011, ce qui a eu une incidence sur ses capitaux propres. La Banque a choisi de façon irrévocable l'introduction progressive, sur une période de cinq trimestres, de l'incidence du rajustement des résultats non distribués découlant de la première application de certaines modifications aux IFRS, comme l'autorise la directive du BSIF portant sur la transition. Par conséquent, aux fins du calcul des ratios de fonds propres, la Banque a amorti, depuis le 1^{er} novembre 2011, la partie admissible de l'incidence des IFRS sur les fonds propres totalisant à l'origine 136,0 millions \$ sur une base linéaire sur les cinq trimestres jusqu'au 31 janvier 2013. L'incidence totale de la conversion aux IFRS sur les ratios de fonds propres de la Banque ne sera donc pleinement prise en compte qu'au 31 janvier 2013. Compte non tenu de cette disposition transitoire, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres auraient été de respectivement 10,7 % et 14,5 % au 31 octobre 2012.

À l'adoption des IFRS, les actifs de la Banque ont augmenté du montant des prêts hypothécaires résidentiels titrisés et des actifs de remplacement. Aux fins du calcul du ratio actif / fonds propres, les prêts hypothécaires titrisés vendus dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada jusqu'au 31 mars 2010 ont été exclus, comme l'autorise le BSIF. Cependant, les prêts hypothécaires titrisés vendus après cette date sont désormais inclus dans le calcul du ratio actif / fonds propres et ont contribué principalement à l'augmentation de l'actif total.

Proposition de nouvelles règles de mesure des fonds propres et des liquidités

En août 2012, le BSIF a publié une version préliminaire de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres fondées sur les nouvelles règles en matière de fonds propres publiées par le CBCB en décembre 2010, que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Dans cette ligne directrice préliminaire, le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôt satisfassent aux exigences en matière de fonds propres de Bâle III tôt durant la période de transition de Bâle III qui débute le 1^{er} janvier 2013, y compris une nouvelle cible minimale du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7 % (soit la somme de l'exigence minimale de 4,5 % et de la réserve de conservation de 2,5 %).

Compte tenu de la position de la Banque en matière de fonds propres, et en fonction de la compréhension actuelle des règles de Bâle III, la Banque est bien placée pour respecter les exigences en matière de fonds propres à venir à la date de mise en œuvre en janvier 2013. Le ratio pro forma de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au 31 octobre 2012 était de 7,4 % selon les règles de Bâle III pleinement applicables en 2019 (sans prise en compte des dispositions transitoires). La rubrique « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel contient davantage de renseignements sur ces mesures de fonds propres et sur les nouvelles normes mondiales en matière de liquidité.

Dividendes

Le 8 novembre 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 7 décembre 2012. Au cours de sa réunion tenue le 5 décembre 2012, en raison des progrès continus réalisés par la Banque sur le plan de la rentabilité, de la confiance du conseil d'administration dans l'avenir de la Banque et de la solidité du bilan et des ratios de fonds propres, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$ par action, ou 4 %, du dividende trimestriel sur les actions ordinaires et a donc annoncé le versement d'un dividende de 0,49 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} février 2013 aux actionnaires inscrits en date du 3 janvier 2013.

Le 5 décembre 2012, la Banque a annoncé le lancement de son régime de dividendes et d'achat d'actions. Le régime offre aux porteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de catégorie A canadiens admissibles de la Banque la possibilité de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces trimestriels réguliers dans d'autres actions ordinaires de la Banque. En ce qui a trait au dividende susmentionné de 0,49 \$ par action ordinaire annoncé à sa réunion du 5 décembre 2012, le conseil d'administration a choisi d'émettre des actions ordinaires du trésor dans le cadre du régime à un taux d'escompte de 2 % par rapport au cours moyen.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010	31 OCTOBRE 2009
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,47 \$	0,47 \$	0,42 \$	1,84 \$	1,62 \$	1,44 \$	1,36 \$
Ratio du dividende versé ^{[1][2]}	31,2 %	44,2 %	42,6 %	37,0 %	34,8 %	31,1 %	32,1 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les montants pour 2010 et 2009 sont présentés selon les PCGR-C antérieurs.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Banque
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

Particuliers et PME-Québec

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu net d'intérêt	75 792 \$	80 163 \$	80 112 \$	310 776 \$	321 578 \$
Autres revenus	35 234	34 662	33 090	135 121	132 346
Revenu total	111 026	114 825	113 202	445 897	453 924
Provisions pour pertes sur prêts	6 433	6 474	6 082	23 978	24 060
Frais autres que d'intérêt	93 359	91 107	91 352	366 994	363 825
Résultat avant impôts sur le résultat	11 234	17 244	15 768	54 925	66 039
Impôts sur le résultat	1 941	3 709	3 174	11 018	14 148
Résultat net	9 293 \$	13 535 \$	12 594 \$	43 907 \$	51 891 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	84,1 %	79,3 %	80,7 %	82,3 %	80,2 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur d'activité Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 43,9 millions \$ en 2012, en comparaison de 51,9 millions \$ en 2011.

Le revenu total a diminué, passant de 453,9 millions \$ en 2011 à 445,9 millions \$ en 2012, le revenu net d'intérêt plus bas ayant plus que contrebalancé la croissance des autres revenus. D'un exercice à l'autre, le revenu net d'intérêt a diminué de 10,8 millions \$, ou 3 %, puisque la solide croissance interne des volumes de prêts et de dépôts de ce secteur d'activité au cours de l'exercice n'a pas contrebalancé la compression des marges découlant du contexte de taux d'intérêt très faibles et de la rationalisation des activités de financement aux points de vente, qui génèrent des marges plus élevées. Les autres revenus ont augmenté de 2,8 millions \$, ou 2 %, pour s'établir à 135,1 millions \$ en 2012, par rapport à 132,3 millions \$ il y a un an. L'augmentation des revenus tirés des services de cartes attribuable à l'accroissement des frais et des volumes de transactions et l'augmentation des frais sur les dépôts ont été contrebalancées partiellement par la diminution des revenus d'assurance crédit attribuable au nombre plus élevé de réclamations.

Les pertes sur prêts ont légèrement diminué, passant de 24,1 millions \$ en 2011 à 24,0 millions \$ en 2012, malgré une augmentation de 0,8 milliard \$, ou 6 %, du portefeuille de prêts d'un exercice à l'autre. Ce niveau toujours très bas de pertes reflète la bonne qualité du crédit de tous les portefeuilles de prêts et les améliorations marquées dans les portefeuilles de prêts aux PME et de financement aux points de vente, qui ont plus que contrebalancé les pertes plus importantes dans le portefeuille de cartes de crédit. Les frais autres que d'intérêt ont connu une légère hausse de 3,2 millions \$, ou moins de 1 %, passant de 363,8 millions \$ en 2011 à 367,0 millions \$ en 2012, étant donné que des mesures de contrôle des coûts, y compris des initiatives de restructuration, ont été adoptées pour limiter l'érosion du résultat.

Trimestre clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 9,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 12,6 millions \$ au quatrième trimestre 2011.

Le revenu total a baissé, pour s'établir à 111,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en comparaison de 113,2 millions \$ au quatrième trimestre 2011. D'un exercice à l'autre, le revenu net d'intérêt a diminué de 4,3 millions \$, l'accroissement considérable des volumes de prêts et de dépôts, notamment dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de

marges de crédit hypothécaire et de prêts aux PME, n'ayant pas contrebalancé entièrement la baisse de la marge nette d'intérêt attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt et à la rationalisation des activités de financement aux points de vente, qui génèrent des marges élevées. La croissance des autres revenus, qui sont passés de 33,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011 à 35,2 millions \$ à la période correspondante de 2012, est principalement attribuable aux frais plus élevés sur les dépôts et aux revenus plus importants tirés des services de cartes qui s'expliquent par les activités accrues dans le secteur, contrebalancés en partie par l'augmentation du nombre de réclamations d'assurance crédit. Les revenus tirés de la vente de fonds communs de placement ont aussi contribué à la croissance enregistrée au cours du trimestre, le secteur d'activité ayant tiré parti de sa nouvelle entente de distribution des fonds BLC-Mackenzie dans son réseau de succursales.

Les pertes sur prêts ont augmenté de 0,4 million \$, passant de 6,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011 à 6,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Cette augmentation tient compte de l'augmentation des provisions requises pour le portefeuille de cartes de crédit, contrebalancée en partie par la baisse des provisions pour le portefeuille de financement aux points de vente attribuable à l'atténuation de l'exposition au risque. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,0 millions \$, ou 2 %, passant de 91,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011 à 93,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Cette augmentation découle principalement de l'augmentation des frais de publicité et des charges relatives aux points de récompense en raison de la croissance des activités liées aux cartes, puisque les autres frais sont demeurés relativement inchangés d'un exercice à l'autre. Au quatrième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt comprenaient également une charge de restructuration de 1,0 million \$ touchant les services du siège social.

Immobilier et Commercial

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu net d'intérêt	21 833 \$	21 731 \$	22 105 \$	87 825 \$	90 656 \$
Autres revenus	7 646	8 327	8 956	34 430	33 738
Revenu total	29 479	30 058	31 061	122 255	124 394
Provisions pour pertes sur prêts	(2 040)	436	3 982	3 002	22 677
Frais autres que d'intérêt	8 586	7 756	8 293	31 582	30 211
Résultat avant impôts sur le résultat	22 933	21 866	18 786	87 671	71 506
Impôts sur le résultat	6 204	5 915	5 378	23 716	20 469
Résultat net	16 729 \$	15 951 \$	13 408 \$	63 955 \$	51 037 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	29,1 %	25,8 %	26,7 %	25,8 %	24,3 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net a augmenté de 12,9 millions \$, soit 25 %, et s'est élevée à 64,0 millions \$ pour l'exercice 2012, comparativement à 51,0 millions \$ pour l'exercice 2011.

Le revenu total a baissé de 2,1 millions \$, passant de 124,4 millions \$ en 2011 à 122,3 millions \$ en 2012. En 2012, la croissance robuste des volumes de prêts et de dépôts, notamment dans le portefeuille de financement immobilier, n'a pas contrebalancé l'incidence de la compression des marges découlant du contexte persistant de faibles taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté de 0,7 million \$, ou 2 %, en 2012, qui reflète l'incidence combinée d'un profit de 3,2 millions \$ sur la vente de prêts hypothécaires commerciaux de 85,2 millions \$ au cours de l'exercice, annulé en partie par la baisse des revenus tirés des transactions de change découlant de la stabilité relative du marché du change. Les pertes sur prêts ont baissé considérablement de 19,7 millions \$, ou 87 %, pour s'établir à 3,0 millions \$ en 2012, en comparaison de 22,7 millions \$ en 2011. Cette amélioration tient compte de l'incidence des règlements favorables et des ajustements aux provisions cumulatives individuelles et de la grande qualité de l'ensemble des portefeuilles de prêts, comme en témoigne le niveau considérablement plus bas de prêts douteux. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,4 million \$, passant de 30,2 millions \$ en 2011 à 31,6 millions \$ en 2012. La hausse des salaires et des avantages du personnel, des frais de recrutement et des coûts de location liés aux investissements dans la force de vente et le perfectionnement des membres de la direction est le principal facteur de l'augmentation globale en 2012.

Trimestre clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net a augmenté de 3,3 millions \$, ou 25 %, pour s'établir à 16,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 13,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011.

Le revenu total a diminué de 1,6 million \$, passant de 31,1 millions \$ au quatrième trimestre 2011 à 29,5 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Cette diminution s'explique principalement par la réduction des autres revenus attribuable à la baisse des frais de souscription ainsi qu'à celle des transactions de change en raison de la plus grande stabilité des taux. Le revenu net d'intérêt est demeuré relativement inchangé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, puisque la solide croissance des prêts et des dépôts a contrebalancé la réduction des marges. Les pertes sur prêts ont continué de s'améliorer, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un crédit d'un montant net de 2,0 millions \$ dans les pertes sur prêts au quatrième trimestre 2012, contre des pertes de 4,0 millions \$ au quatrième trimestre 2011, soit une baisse de 6,0 millions \$ d'un exercice à l'autre. Au cours du trimestre, des règlements favorables et les améliorations globales, ainsi que les conditions de crédit toujours bonnes au Canada ont avantaagé le secteur d'activité. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté légèrement, pour s'établir à 8,6 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 8,3 millions \$ au quatrième trimestre 2011, du fait essentiellement de la hausse des charges salariales attribuables à l'embauche d'effectifs supplémentaires pour soutenir la croissance des activités.

B2B Banque

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu net d'intérêt	49 821 \$	32 119 \$	30 475 \$	143 593 \$	117 769 \$
Autres revenus	8 923	8 408	1 913	34 590	8 967
Revenu total	58 744	40 527	32 388	178 183	126 736
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	23 795	-	-	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	3 607	590	2 935	6 020	4 343
Frais autres que d'intérêt	35 259	22 913	15 927	106 077	64 040
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres ^[1]	8 830	7 157	1 349	21 997	1 349
Résultat avant impôts sur le résultat	34 843	9 867	12 177	67 884	57 004
Impôts sur le résultat	9 650	2 612	3 446	18 436	16 149
Résultat net	25 193 \$	7 255 \$	8 731 \$	49 448 \$	40 855 \$
Résultat net ajusté ^[2]	15 694 \$	12 510 \$	9 932 \$	49 600 \$	42 056 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	75,1 %	74,2 %	53,3 %	71,9 %	51,6 %
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	60,0 %	56,5 %	49,2 %	59,5 %	50,5 %

[1] Frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur B2B Banque au résultat net ajusté a été de 49,6 millions \$ pour l'exercice 2012, une hausse de 7,5 millions \$, ou 18 %, par rapport à 42,1 millions \$ à l'exercice 2011. Le résultat net comme présenté pour 2012 a été de 49,5 millions \$ en comparaison de 40,9 millions \$ en 2011.

Le revenu total a augmenté de 51,4 millions \$, ou 41 %, pour s'établir à 178,2 millions \$ en 2012, en comparaison de 126,7 millions \$ en 2011, du fait essentiellement des acquisitions stratégiques des sociétés MRS et de la Fiducie AGF réalisées par B2B Banque. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 25,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation considérable des portefeuilles de prêts et de dépôts de B2B Banque d'un exercice à l'autre. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les portefeuilles de dépôts de B2B Banque. Les autres revenus se sont accrus, pour s'établir à 34,6 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par la contribution de 26,2 millions \$ découlant des frais de comptes d'investissement des sociétés MRS. Le profit d'acquisition et l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ont totalisé 23,8 millions \$ en 2012, en raison principalement de la répartition préliminaire du prix d'achat de la Fiducie AGF.

La provision pour pertes sur prêts a augmenté, passant de 4,3 millions \$ en 2011 à 6,0 millions \$ en 2012. Compte non tenu des pertes sur prêts de 3,1 millions \$ associées aux portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF, les pertes sur prêts ont baissé de 32 %, ou 1,4 million \$, signe de la qualité sous-jacente des portefeuilles de prêts de B2B Banque.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont totalisé 106,1 millions \$ en 2012, contre 64,0 millions \$ en 2011. Compte non tenu des dépenses d'exploitation courantes de 30,1 millions \$ des sociétés MRS et de celles de 8,3 millions \$ de la Fiducie AGF, l'augmentation de 3,7 millions \$, ou 6 %, d'un exercice à l'autre des frais autres que d'intérêt découle principalement de l'incidence du nombre accru d'employés requis pour soutenir la croissance de l'activité commerciale non liée aux acquisitions et l'amélioration des niveaux de service. Les frais liés aux transactions et d'intégration inclus dans les frais liés aux regroupements d'entreprises et autres du tableau ci-dessus ont totalisé 22,0 millions \$ pour 2012, dont 19,0 millions \$ étaient liés aux sociétés MRS et 3,0 millions \$ à la Fiducie AGF, par rapport à 1,3 million \$ il y a un an. En 2012, les frais liés aux transactions et d'intégration se rapportaient principalement à la conversion des systèmes de TI, aux frais juridiques et aux frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS, ainsi qu'aux indemnités de départ et aux autres coûts de transaction associés à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Le processus d'intégration des sociétés MRS progresse comme prévu, et des étapes jalons importantes de la conversion des systèmes ont été franchies en 2012. La direction continue toutefois de se concentrer sur la réalisation de toutes les synergies de revenus et de coûts pour tirer pleinement parti des avantages découlant de l'intégration des sociétés MRS et de celle de la Fiducie AGF afin d'accroître la productivité globale et les revenus au cours des cinq prochains trimestres.

Trimestre clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 15,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012, une hausse de 5,8 millions \$ par rapport à un résultat net ajusté de 9,9 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Le résultat net comme présenté pour le quatrième trimestre 2012 a été de 25,2 millions \$.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 58,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par rapport à 32,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2011. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 19,3 millions \$ par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 49,8 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux acquisitions d'entreprises qui ont considérablement accru les volumes de prêts et de dépôts et contrebalancé la compression des marges sur les dépôts. Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les autres revenus ont également augmenté de 7,0 millions \$, pour s'établir à 8,9 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en raison principalement des frais de comptes d'investissement des sociétés MRS. Comme il a été mentionné précédemment, un profit d'acquisition et un amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis de 23,8 millions \$ ont été comptabilisés au quatrième trimestre 2012.

Les pertes sur prêts ont augmenté, passant de 2,9 millions \$ au quatrième trimestre 2011 à 3,6 millions \$ au quatrième trimestre 2012, la provision de 3,1 millions \$ liée au portefeuille acquis de la Fiducie AGF ayant été contrebalancée par une amélioration notable dans les portefeuilles de prêts de B2B Banque.

Comme l'indique le tableau précédent, les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 35,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, une hausse de 19,3 millions \$ par rapport à des frais autres que d'intérêt de 15,9 millions \$ au quatrième trimestre 2011. Cette hausse comprend les dépenses d'exploitation courantes de 8,8 millions \$ des sociétés MRS et celles de 8,3 millions \$ de la Fiducie AGF. Autrement, les dépenses ont augmenté de 2,3 millions \$, ou 14 %, d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique par la hausse des salaires et de la rémunération variable ainsi que par les frais de publicité et les frais juridiques liés à la constitution de B2B Trust en banque à charte fédérale de l'annexe 1 sous la bannière B2B Banque. Les frais liés aux transactions et d'intégration du quatrième trimestre 2012 ont totalisé 8,8 millions \$ et concernaient essentiellement la conversion des systèmes de TI et les frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. Ils comprenaient aussi la charge de restructuration et d'autres coûts de transaction de 2,4 millions \$ associés à la Fiducie AGF.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu total	15 726 \$	13 256 \$	10 389 \$	59 902 \$	56 353 \$
Frais autres que d'intérêt	12 081	11 668	10 246	48 439	47 902
Résultat avant impôts sur le résultat	3 645	1 588	143	11 463	8 451
Impôts sur le résultat	953	412	12	2 941	2 180
Résultat net	2 692 \$	1 176 \$	131 \$	8 522 \$	6 271 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	76,8 %	88,0 %	98,6 %	80,9 %	85,0 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2012

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux au résultat net a augmenté, pour atteindre 8,5 millions \$, par rapport à 6,3 millions \$ en 2011.

Le revenu total est passé de 56,4 millions \$ en 2011 à 59,9 millions \$ en 2012, une hausse de 6 % attribuable aux frais de souscription et au revenu de négociation plus élevés, qui a été en partie contrebalancée par le recul du revenu de services de courtage aux particuliers résultant du ralentissement de l'activité au cours de l'exercice. Les conditions de marché, bien qu'elles se soient améliorées par rapport à celles de 2011, sont demeurées difficiles en 2012, étant donné que l'incertitude à l'égard du marché obligataire a persisté et que les investissements dans des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation ont été entravés. La légère augmentation de 0,5 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 48,4 millions \$ en 2012, est attribuable à la hausse des provisions pour la rémunération liée à la performance, contrebalancée en partie par les initiatives de contrôle des coûts.

Trimestre clos le 31 octobre 2012

La contribution du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux au résultat net a augmenté, passant de 2,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 0,1 million \$ au quatrième trimestre 2011.

Au quatrième trimestre 2012, le revenu total a augmenté de 5,3 millions \$ par rapport à celui de 10,4 millions \$ du trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 15,7 millions \$, les activités de souscription, de négociation et de courtage aux particuliers ayant été avantagées par l'amélioration des conditions de marché par rapport à la conjoncture difficile il y a un an. L'augmentation de 1,8 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont fixés à 12,1 millions \$ au quatrième trimestre 2012, est attribuable à la hausse des provisions pour la rémunération liée à la performance, qui a été contrebalancée par les initiatives de contrôle des autres dépenses et la diminution des frais répartis.

Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu net d'intérêt	(6 255) \$	(5 134) \$	(7 394) \$	(14 376) \$	(28 664) \$
Autres revenus	1 676	301	2 776	4 782	5 604
Revenu total	(4 579)	(4 833)	(4 618)	(9 594)	(23 060)
Frais autres que d'intérêt	7 262	8 354	2 328	29 374	15 127
Frais liés aux regroupements d'entreprise et autres ^[1]	-	-	7 657	-	7 657
Résultat avant impôts sur le résultat	(11 841)	(13 187)	(14 603)	(38 968)	(45 844)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(3 619)	(5 268)	(6 448)	(13 644)	(19 507)
Perte nette	(8 222) \$	(7 919) \$	(8 155) \$	(25 324) \$	(26 337) \$
Perte nette ajustée ^[2]	(8 222) \$	(7 919) \$	(2 690) \$	(25 324) \$	(20 872) \$

[1] Indemnité au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Exercice clos le 31 octobre 2012

Le secteur Autres a inscrit une contribution négative au résultat net de 25,3 millions \$ pour l'exercice 2012, comparativement à une contribution négative de 26,3 millions \$ pour l'exercice 2011. Compte non tenu d'une indemnité de 5,5 millions \$ (nette d'impôts) au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement, la contribution négative ajustée au résultat net en 2011 a été de 20,9 millions \$.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, pour s'établir à un montant négatif de 14,4 millions \$ en 2012, par rapport à un montant négatif de 28,7 millions \$ en 2011, reflétant le positionnement avantageux sur le marché ainsi que certains ajustements au prix de transfert intersectoriel apportés au début de 2012. Les autres revenus se sont élevés à 4,8 millions \$ en 2012, en comparaison de 5,6 millions en 2011, et étaient essentiellement attribuables aux activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt, présentés dans le tableau ci-dessus, ont augmenté de 14,2 millions \$, pour atteindre 29,4 millions \$ à l'exercice 2012. Cette augmentation découle en grande partie de la hausse des coûts des régimes de retraite et des charges au titre des avantages du personnel liés aux programmes d'assurance collective, et de celle des honoraires pour services professionnels liés au projet en cours visant l'adoption de l'approche fondée sur les notations internes selon Bâle II, ainsi que d'autres projets de conformité à la réglementation. En 2011, les frais liés aux transactions et d'intégration, inclus dans les frais liés aux regroupements d'entreprises et autres du tableau ci-dessus, étaient liés à une indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement.

Trimestre clos le 31 octobre 2012

La contribution négative au résultat net de 8,2 millions \$ du secteur Autres au quatrième trimestre 2012 était relativement inchangée par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La contribution négative au résultat net ajusté pour le quatrième trimestre 2011 avait été de 2,7 millions \$.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, pour s'établir à un montant négatif de 6,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, contre un montant négatif de 7,4 millions \$ au quatrième trimestre 2011, signe du bon positionnement sur le marché. Les autres revenus ont été de 1,7 million \$ au quatrième trimestre 2012, une diminution par rapport à 2,8 millions \$ au quatrième trimestre 2011, attribuable à un niveau inférieur de profits découlant des activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4,9 millions \$, pour atteindre 7,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, en comparaison de 2,3 millions \$ il y a un an, du fait essentiellement des raisons susmentionnées. Au quatrième trimestre 2011, les frais liés aux transactions et d'intégration concernaient une indemnité de 7,7 millions \$ au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds de communs de placement.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, qui sont présentés dans le tableau qui figure à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

La majorité des éléments d'ajustement ont trait aux profits et aux dépenses découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et qu'ils ne sont pas récurrents. Les frais liés aux transactions et d'intégration relatifs aux sociétés MRS et à la Fiducie AGF ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait que certains de ces frais ont été engagés dans le but de générer des avantages au cours de périodes futures. L'indemnité non récurrente au titre de la résiliation en 2012 d'une entente de distribution de fonds communs de placement a été désignée comme étant un élément d'ajustement, en raison de son importance et de sa nature non récurrente.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire pancanadienne. Elle gère un actif au bilan de près de 35 milliards \$, de même que des actifs administrés de 33 milliards \$. Fondée en 1846, la Banque Laurentienne a figuré en 2012 parmi les lauréats du programme *Promoteurs de passion* du Canada en reconnaissance du succès continu que la Banque a connu grâce à la promotion de la passion de ses employés. La Banque emploie plus de 4 200 personnes.

Reconnue pour l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité, la Banque Laurentienne sert plus d'un million de clients dans des segments de marché où elle se positionne avantageusement. En plus d'occuper une place de choix auprès des consommateurs québécois avec le troisième plus important réseau de succursales, elle s'est bâtie une solide réputation à l'échelle du Canada en matière de financement immobilier et commercial, grâce à ses équipes réparties dans plus de 35 bureaux en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits bancaires, ainsi que des services et des comptes d'investissement aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à travers le pays.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 5 décembre 2012. Un numéro de téléphone sans frais – 416 340-2217 ou 1 866 696-5910, code 1404266# – permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 5 décembre 2012 à compter de 18 h, jusqu'à 23 h 59, le 5 janvier 2013, au numéro 905 694-9451, ou 1 800 408-3053, code 7380033#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, incluant les notes aux états financiers consolidés audités, sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 1 ^{ER} NOVEMBRE 2010
ACTIF			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	90 860 \$	81 600 \$	72 444 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	480 183	285 459	99 394
Valeurs mobilières			
Disponibles à la vente	2 822 588	2 108 075	2 138 861
Détenues jusqu'à l'échéance	1 446 751	885 822	559 457
Détenues à des fins de transaction	1 873 622	2 181 969	1 496 583
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	624 642
	6 142 961	5 175 866	4 819 543
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	631 202	720 317	994 674
Prêts			
Personnels	7 806 067	5 774 207	5 636 203
Hypothécaires résidentiels	14 169 095	11 869 412	10 859 647
Hypothécaires commerciaux	2 443 634	2 363 808	2 166 375
Commerciaux et autres	2 150 953	1 900 977	1 691 190
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	211 130	179 140	165 450
	26 780 879	22 087 544	20 518 865
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(117 542)	(143 150)	(131 567)
	26 663 337	21 944 394	20 387 298
Autres			
Immobilisations corporelles	71 871	61 708	55 727
Dérivés	167 643	228 261	158 066
Goodwill	64 077	29 224	29 224
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	159 973	113 949	101 671
Actifs d'impôt différé	4 751	4 160	47 995
Autres actifs	459 968	318 272	289 289
	928 283	755 574	681 972
	34 936 826 \$	28 963 210 \$	27 055 325 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Personnels	19 369 310 \$	15 609 853 \$	15 354 851 \$
Entreprises, banques et autres	4 672 133	4 406 428	4 250 819
	24 041 443	20 016 281	19 605 670
Autres			
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 349 932	1 471 254	1 362 336
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	244 039	36 770	60 050
Acceptations	211 130	179 140	165 450
Dérivés	100 867	129 969	115 235
Passifs d'impôt différé	16 128	6 362	27 543
Autres passifs	951 467	901 720	945 939
	2 873 563	2 725 215	2 676 553
Dette liée aux activités de titrisation	6 037 097	4 760 847	3 486 634
Dette subordonnée	443 594	242 551	150 000
Capitaux propres			
Actions privilégiées	303 249	205 527	205 527
Actions ordinaires	428 526	252 601	252 472
Réserve pour paiements fondés sur des actions	227	227	243
Résultats non distribués	774 899	694 371	621 847
Cumul des autres éléments du résultat global	34 228	65 590	56 379
	1 541 129	1 218 316	1 136 468
	34 936 826 \$	28 963 210 \$	27 055 325 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 30 des états financiers consolidés audités au 31 octobre 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Revenu d'intérêt					
Prêts	280 762 \$	248 073 \$	241 963 \$	1 014 861 \$	962 820 \$
Valeurs mobilières	17 250	16 802	18 797	71 320	74 059
Dépôts auprès d'autres banques	1 544	2 304	1 084	6 148	5 277
Autres, incluant les dérivés	14 529	14 457	15 752	59 240	61 345
	314 085	281 636	277 596	1 151 569	1 103 501
Frais d'intérêt					
Dépôts	124 926	108 394	110 069	445 646	444 463
Dette liée aux activités de titrisation	43 809	40 891	38 552	163 880	140 743
Dette subordonnée	2 654	2 408	2 432	9 839	11 574
Autres, incluant les dérivés	285	279	152	1 176	2 236
	171 674	151 972	151 205	620 541	599 016
Revenu net d'intérêt	142 411	129 664	126 391	531 028	504 485
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	30 263	31 522	29 333	119 953	115 006
Revenus tirés des activités de courtage	14 386	12 517	8 332	54 806	48 429
Revenus tirés des régimes enregistrés autogérés	7 440	7 190	1 505	29 079	7 253
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4 731	4 478	4 258	18 026	17 308
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 563	2 398	5 897	17 531	20 938
Revenus d'assurance crédit	4 415	3 682	4 994	15 529	18 591
Autres revenus	2 187	2 382	1 712	10 691	6 337
	67 985	64 169	56 031	265 615	233 862
Revenu total	210 396	193 833	182 422	796 643	738 347
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	23 795	-	-	23 795	-
Provisions pour pertes sur prêts	8 000	7 500	12 999	33 000	51 080
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	87 112	77 177	70 431	320 603	282 630
Frais d'occupation de locaux et technologie	39 111	38 644	35 375	152 919	141 212
Autres	30 324	25 977	22 340	108 944	97 263
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres	8 830	7 157	9 006	21 997	9 006
	165 377	148 955	137 152	604 463	530 111
Résultat avant impôts sur le résultat	60 814	37 378	32 271	182 975	157 156
Impôts sur le résultat	15 129	7 380	5 562	42 467	33 439
Résultat net	45 685 \$	29 998 \$	26 709 \$	140 508 \$	123 717 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 273	3 164	3 111	12 768	12 436
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	42 412 \$	26 834 \$	23 598 \$	127 740 \$	111 281 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	28 118	25 250	23 925	25 634	23 924
dilué	28 135	25 267	23 941	25 652	23 943
Résultat par action					
de base	1,51 \$	1,06 \$	0,99 \$	4,98 \$	4,65 \$
dilué	1,51 \$	1,06 \$	0,99 \$	4,98 \$	4,65 \$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,47 \$	0,47 \$	0,42 \$	1,84 \$	1,62 \$
Actions privilégiées - série 9	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	1,50 \$	1,50 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$	1,31 \$	1,31 \$
Actions privilégiées - série 11	- \$	s. o. \$	s. o. \$	- \$	s. o. \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 30 des états financiers consolidés audités au 31 octobre 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat global consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2012	31 JUILLET 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Résultat net	45 685 \$	29 998 \$	26 709 \$	140 508 \$	123 717 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat					
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	307	(2 714)	(3 974)	(7 641)	(11 810)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(831)	(334)	(617)	(2 374)	(3 045)
Variation de valeur nette des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3 577)	13 774	21 514	(21 347)	24 066
	(4 101)	10 726	16 923	(31 362)	9 211
Résultat global	41 584 \$	40 724 \$	43 632 \$	109 146 \$	132 928 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 30 des états financiers consolidés audités au 31 octobre 2012 pour de plus amples informations.

État de la variation des capitaux propres consolidé ^[1]

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2012								
En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	205 527 \$	252 601 \$	694 371 \$	22 216 \$	43 374 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			140 508					140 508
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(7 641)		(7 641)		(7 641)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 374)		(2 374)		(2 374)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(21 347)	(21 347)		(21 347)
Résultat global			140 508	(10 015)	(21 347)	(31 362)		109 146
Produit net d'émission de nouvelles actions ordinaires	97 722	175 925						273 647
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(12 768)					(12 768)
Actions ordinaires			(47 212)					(47 212)
Solde au 31 octobre 2012	303 249 \$	428 526 \$	774 899 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 541 129 \$

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2011								
En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 1 ^{er} novembre 2010	205 527 \$	252 472 \$	621 847 \$	37 071 \$	19 308 \$	56 379 \$	243 \$	1 136 468 \$
Résultat net			123 717					123 717
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(11 810)		(11 810)		(11 810)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(3 045)		(3 045)		(3 045)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					24 066	24 066		24 066
Résultat global			123 717	(14 855)	24 066	9 211		132 928
Émissions d'actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions								
		129						129
Paiements fondés sur des actions								
							(16)	(16)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(12 436)					(12 436)
Actions ordinaires			(38 757)					(38 757)
Solde au 31 octobre 2011	205 527 \$	252 601 \$	694 371 \$	22 216 \$	43 374 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 30 des états financiers consolidés audités au 31 octobre 2012 pour de plus amples informations.